

[Text]

want to move into a new system of marketing to overcome this problem, so we are not faced, annually, with paying stabilization payments and entering into diversion programs year after year after year.

Mr. Corbin: It is perhaps unfortunate to single out the previous government, but this is . . .

The Chairman: I would just like to mention to the hon. member that we have been ten minutes on this question and if he would appreciate the Minister's answer, then I would allow him time.

• 1020

Mr. Corbin: Yes, but it is unfair to put on the record things which are not entirely accurate. In agriculture, the Minister knows darn well . . .

The Chairman: I am very sorry, sir . . .

Mr. Corbin: . . . we can do nothing without the co-operation of the provinces; and when you say government, you should add an "s" to it, Mr. Minister.

The Chairman: Thank you.

Mr. Bradley.

Mr. Bradley: Thank you, Mr. Chairman.

I must apologize to the Minister for sneaking in late. I hope he has not already covered the question I would like to pose to him. I might mention it pertains to chicken imports.

I am sure a study would prove that because of the 1978-1979 import level, the GATT agreement, and the installation of the new Board, the level of 45 million pounds was in fact a good agreement. Most of the producers I have been talking to accept that they can live with level of 45 million pounds. However, there are some major concerns. One major concern is the organizational problems at the level of both processers and producers. I feel they must work this out themselves, and I hope the department will offer any assistance needed in this endeavour.

The three other concerns I have—one is the 6.3 per cent increase. I find this increase is spread across Canada on a national basis, and yet the increase of 6.3 per cent of the imports will come mainly into Ontario. I wonder if the department is in a position to do something about having the 6.3 per cent annual increase spread across to the areas which are in fact creating the 6.3 per cent increase.

The second one pertains to the quarterly hold-overs of the quotas. The people I discussed it with feel they can live with a 30 per cent per quota hold-over, or roll-over. Anything more than 30 per cent would cause great jeopardy to supply and management in the chicken industry.

The third point is some sort of import replacement mechanism to allow an increase in the Canadian producers' quotas to replace the imports as the quotas for the imports expire. I can point out an example. One of our processers in fact imported in excess of one million pounds within one week of the signing of the agreement, and has been requesting supplé-

[Translation]

ment. Nous voulons l'établissement d'un nouveau système de commercialisation pour en arriver à régler ce problème; nous ne voulons pas être obligés tous les ans de verser des paiements de stabilisation et d'instaurer des programmes de diversion.

M. Corbin: Il est regrettable de devoir blâmer l'ancien gouvernement, mais il s'agit de . . .

Le président: Je signale à l'honorable député que nous avons passé dix minutes sur cette question. S'il veut bien permettre au ministre de répondre, je vais lui accorder encore un peu de temps.

M. Corbin: Je comprends, mais il ne faut pas faire consigner des choses qui ne sont pas tout à fait exactes. Le ministre sait fort bien que dans le domaine de l'agriculture . . .

Le président: Je regrette . . .

M. Corbin: . . . la coopération des provinces est essentielle. Il ne faudrait pas parler du gouvernement mais des gouvernements, avec des «s», monsieur le ministre.

Le président: Merci.

Monsieur Bradley.

M. Bradley: Merci, monsieur le président.

Je m'excuse de mon retard auprès du ministre. J'espère qu'il n'a pas déjà répondu à la question que je vais lui poser. Elle a trait aux importations de poulets.

Je suis sûr qu'une étude démontrerait que le niveau des importations en 1978-1979, l'accord du GATT, l'arrivée en scène d'un nouvel office, les 45 millions de livres ont été avantageux. La plupart des producteurs avec lesquels j'ai eu l'occasion de m'entretenir, cependant, sont d'avis qu'ils peuvent survivre avec un niveau fixé à 45 millions de livres. Il reste qu'ils ont deux sujets d'inquiétude. L'un de ces sujets d'inquiétude a trait au problème d'organisation qui se manifeste au niveau des transformateurs et des producteurs. J'estime qu'ils doivent régler ces problèmes eux-mêmes. J'espère toutefois que le ministère sera en mesure de les aider à y arriver.

Mes trois autres sujets de préoccupation sont d'abord l'augmentation de 6.3 p. 100. Cette augmentation vaut pour tout le Canada, mais il reste qu'elle se fera sentir surtout en Ontario. Je me demande si le ministère est en mesure de mieux répartir cette augmentation annuelle de 6.3 p. 100 des importations de façon à ce que les régions qui créent le besoin de l'augmentation de 6.3 p. 100 en profitent également.

Deuxièmement, il y a la question des soldes trimestriels de quotas. Encore là, les gens à qui j'ai parlé sont prêts à accepter un solde de quotas de 30 p. 100. Un solde qui dépasserait 30 p. 100 créerait toutefois beaucoup de difficultés dans l'industrie du poulet au niveau et de l'approvisionnement et de la gestion.

Troisièmement, je voudrais voir un mécanisme quelconque permettant d'accroître la part des producteurs canadiens au fur et à mesure que les quotas d'importations expirent. Je vais vous donner un exemple. Un de nos transformateurs a importé plus d'un million de livres dans la semaine suivant la signature de l'accord et il demande des permis d'importation supplémen-